

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29526]

**25 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu le décret du 20 décembre 2011, portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juillet 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 juillet 2014;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Attributions*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les attributions des cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Il y aura concertation continue entre le cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des para-régionaux et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Une circulaire du Gouvernement de la Communauté française détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des cabinets ministériels.

§ 4. Un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les collaborateurs du cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

*Section 2. — Synergies avec le Gouvernement wallon*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements wallon et de la Communauté française, définissent l'organisation et le lieu de travail des membres du personnel de leurs cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réductions des coûts de fonctionnement et d'économies d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un membre du personnel est imputée sur les crédits de subsistance du cabinet qui prend en charge sa rémunération.

*Section 3. — Plafond global des moyens de subsistance et composition*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le plafond global des moyens de subsistance afférent aux rémunérations du personnel et autres frais liés au fonctionnement et aux investissements du cabinet et du secrétariat du gouvernement visé à l'article 6 est fixé à 58.140 € par an (indice 1,6084) par ETP.

Pour un Ministre, l'effectif multiplicateur de référence est de 41 ETP, pour un Vice-Président de 55 ETP et pour un Ministre-Président de 68 ETP.

L'effectif multiplicateur visé à l'alinéa 2 est automatiquement réduit de 5 ETP si le Membre du Gouvernement de la Communauté française est également membre du Gouvernement de la région wallonne ou de la Région Bruxelles-capitale.

Pour le secrétariat du Gouvernement, visé à l'article 6, l'effectif multiplicateur de référence est de 4 ETP.

§ 2. Parmi les membres du personnel, le cabinet d'un Ministre peut comporter :

- des membres de niveau 1;
- des collaborateurs.

Parmi les membres de niveau 1, le cabinet d'un Ministre peut comporter un chef de cabinet et les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président, deux chefs de cabinet.

Les fonctions de chef de cabinet adjoint, secrétaire de cabinet, conseiller et attaché sont exercées par les membres de niveau 1.

Les fonctions de secrétaire particulier et de trésorier décentralisé sont exercées par les collaborateurs ou les membres de niveau 1.

Le cabinet d'un Ministre peut comporter au maximum 5 chauffeurs et les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président peuvent comporter au maximum 6 chauffeurs.

§ 2. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs ETP de son cabinet et les moyens budgétaires y afférents vers un autre cabinet ministériel. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président et au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) visé à l'article 7 du présent arrêté.

§ 3. Un membre du personnel du cabinet peut être employé au domicile privé du Ministre.

**Art. 4.** Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut y avoir :

1° des experts, à concurrence d'un maximum de 1 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts. Ce nombre est porté à 1,5 équivalents temps plein/an pour les cabinets des Vice-Présidents et à 2 équivalents temps plein/an, pour le cabinet du Ministre-Président;

2° des techniciens de surface, à raison d'1 agent pour 10 locaux, lorsque l'entretien de tous les locaux du cabinet n'est pas confié à une firme privée;

3° des étudiants, à raison de maximum 1 équivalent temps plein/an, en fonction de la réglementation applicable.

La rémunération des étudiants est fixée :

- à 13.257,38 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction;

- à 13.668,39 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier du montant de rémunération de 13.668,39 € est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés.

**Art. 5.** En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un membre du personnel du cabinet, le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement pour la durée de son absence.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétaire du Gouvernement est nommé par le Gouvernement avec rang de chef de cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des chefs de cabinets du Ministre-Président.

§ 2. Il est assisté dans ses missions de 4 membres du personnel désignés par le Ministre-Président, dont :

- 2 membres de niveau 1;

- 2 collaborateurs.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec le service du secrétaire du Gouvernement wallon.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les missions communes à tous les secrétariats de cabinet du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française sont mutualisées et confiées à une cellule spécifique commune aux deux niveaux de pouvoir dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets » (SePAC).

Ces missions sont spécifiées dans la circulaire visée à l'article 1<sup>er</sup> § 3.

Etablie à Namur, elle fonctionne de manière autonome des cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président de la Communauté Française.

§ 2. Le SePAC est composé de 19 membres du personnel dont 13 membres en Région wallonne et 6 membres en Communauté française.

§ 3.1. Les membres du SePAC en Région wallonne sont nommés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon et répartis comme suit :

- 1 Directeur;

- 4 membres de niveau 1;

- 8 collaborateurs;

§ 3.2. Les membres du SePAC en Communauté française sont nommés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et répartis comme suit :

- 3 membres de niveau 1;

- 3 collaborateurs;

§ 3.3. Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, le Ministre-Président du Gouvernement wallon et le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française peuvent désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 équivalent temps plein/an chacun pour ce qui le concerne, répartis sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Des receveur-trésorier et trésorier décentralisé sont désignés parmi le personnel visé au présent article. Les allocations et indemnités dont ils bénéficient sont identiques à celles allouées aux membres du personnel des cabinets exerçant des fonctions analogues.

§ 4. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation de la cellule spécifique commune dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets » (SePAC).

**Art. 8.** Il ne peut être dérogé aux articles 3,4, 6 et 7 sauf accord du Gouvernement.

#### *Section 4. — Nominations et fonctionnement*

**Art. 9.** Le chef de cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du cabinet sont nommés et démissionnés par le Ministre concerné.

Le chef de cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul de ces deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le chef de cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre niveau de pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

**Art. 10.** Les instructions, ordres de services et dossiers concernant les Services du Gouvernement, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le chef de cabinet.

A l'exception du secrétaire de cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du cabinet ne peuvent traiter avec les Services du Gouvernement que par l'intermédiaire du chef de cabinet ou avec son autorisation.

## Section 5. — Allocations et indemnités

**Art. 11.** Il est alloué aux membres du personnel des cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement est fixée :

- pour les chefs de cabinet, à un montant compris entre 46.910,59 € et 66.115,99 €;
- pour les membres de niveau 1, à un montant compris entre 21.112,38 € et 56.517,16 €;
- pour les collaborateurs à un montant compris entre 13.257,38 € et 39.981,53 €;
- pour les experts, à un montant compris entre 13.257,38 € et 66.115,99 €;
- pour les techniciens de surface, à un montant compris entre 13.257,38 € et 20.235,54 €.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Il est accordé aux membres du personnel des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, détachés dans les cabinets une allocation annuelle de cabinet.

L'allocation annuelle de cabinet est fixée :

- pour les chefs de cabinet, à un montant de 8.507,09 €;
- pour les membres de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 €;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €.
- pour les techniciens de surface, à un montant de 2.381,99 €.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

**Art. 13.** Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le Ministre peut majorer les allocations annuelles de cabinet tenant lieu de traitement et les allocations annuelles de cabinet visées aux articles 11 et 12.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

**Art. 14.** Peuvent être considérés comme membre de niveau 1 au sens du présent arrêté :

les détenteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur obtenu au terme d'un deuxième cycle d'étude;

les détenteurs d'une expérience justifiée équivalente pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité de membre de niveau 1 au sein du cabinet.

**Art. 15.** Il est accordé aux collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur :

1° Une allocation forfaitaire mensuelle d'un montant de 272,22 €;

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 € pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,16 € couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 € pour le chauffeur du chef de cabinet, soit un supplément de 102,08 €.

D'après les prestations accomplies, le Ministre modifie, éventuellement, l'attribution de ces suppléments et en opère la répartition entre plusieurs chauffeurs du cabinet.

2° Une indemnité forfaitaire annuelle d'un montant de 2.478,20 €;

3° Une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée d'un montant de 49,58 €.

L'allocation annuelle de cabinet prévue à l'article 12 et l'indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour prévue à l'article 18 du présent arrêté ne leurs sont pas applicables.

**Art. 16.** Il est accordé au membre du personnel préposé à l'accueil du cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée d'un montant de 49,58 €.

**Art. 17.** Les membres du personnel du cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année, de chèques-repas et de toutes autres allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel des cabinets, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit eu égard aux fonctions exercées dans le cabinet en qualité de :

- chef de cabinet et chef de cabinet adjoint : 1.812,45 €;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 1.585,98 €;
- attaché, secrétaire particulier et trésorier : 1.359,48 €;
- collaborateurs : 906,33 €.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestations à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

§ 2. Les membres du personnel du cabinet qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

La classe de l'abonnement est déterminée par la fonction que l'agent exerce au sein du cabinet.

Pour les membres du personnel du cabinet qui font partie des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, cette mesure ne peut avoir pour effet de les ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont ils bénéficient dans leur administration d'origine.

§ 3. Par dérogation, il peut être attribué une contre-valeur financière moyennant une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation.

*Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le chef de cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires du cabinet, le Ministre désigne les autres membres du personnel de son cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement et fixe le contingent kilométrique individuel à leur octroyer annuellement. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12.000 km par an et par bénéficiaire.

§ 3. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules du cabinet sont réglées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de téléphone, de télécopie et d'internet du Ministre sont pris en charge par le budget du cabinet, sur base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel du cabinet peuvent être portés à charge du cabinet.

§ 3. Les modalités d'intervention dans ces frais sont réglées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

*Section 7. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités*

**Art. 21.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 18 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12<sup>e</sup> du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

**Art. 22.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 18 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. La situation pécuniaire des membres du personnel du cabinet qui appartiennent à la fonction publique fédérale administrative, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique autonome, à un organisme d'intérêt public, à un organisme, un service ou à une administration dépendant des Communautés ou des Régions, de la Commission Communautaire commune ou de la Commission Communautaire française, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle de cabinet, éventuellement majorée prévue à l'article 12 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre concerné rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toutes autres allocations et indemnités calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement prévu à l'article 11 ainsi que, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15.

Cette allocation ne peut toutefois pas dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation annuelle de cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre des membres du personnel de Cabinet dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Communauté française ou de la Région wallonne, est limité à 3 pour un Ministre, 4 pour un Vice-Président et 5 pour un Ministre-Président.

*Section 8. — Fin de fonctions*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1 du présent article, le temps passé dans un cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein des cabinets ministériels.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un cabinet dont les seuls revenus sont constitués :

- a) de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale;

b) de la rémunération liée à l'exercice exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel dans le secteur privé ou dans un service relevant du pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné;

c) d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes;

d) d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation forfaitaire de départ est fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, des revenus procurés sous b), c) ou d) pour la période correspondante.

§ 4. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 3.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 11 relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation forfaitaire de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** A la fin de leur désignation, les membres du personnel du cabinet détachés des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public qui quittent le cabinet, peuvent bénéficier d'un congé de fin de cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisé en cas de prestations à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du Ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. Si par suite des nécessités du service, les membres du cabinet, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leurs fonctions, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris. Cette allocation n'est pas accordée aux membres du cabinet qui bénéficient d'une allocation forfaitaire de départ.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 11, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les cabinets sont transférés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets visé à l'article 7 du présent arrêté. Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du cabinet.

#### Section 9. — Fin de cabinet

**Art. 26. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé auprès du cabinet du Ministre-Président une cellule comptant les collaborateurs mis à disposition des membres du Gouvernement sortant de charge et qui n'exercent plus de fonctions ministérielles. Deux membres du personnel, dont un exerçant au maximum les fonctions de conseiller et un collaborateur, peuvent être désignés par membre du Gouvernement sortant, pour une période prenant cours à la date de la démission de ce dernier, calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période, l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1<sup>er</sup> ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

§ 3. Si le membre du Gouvernement sortant est également membre du Gouvernement wallon ou du Gouvernement de Bruxelles-Capitale, le nombre maximum de collaborateurs mis à sa disposition ne pourra excéder le nombre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 27. § 1<sup>er</sup>.** A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes :

- le secrétaire de cabinet sortant;
- l'ordonnateur délégué sortant;
- le trésorier décentralisé sortant;
- le correspondant informatique sortant;
- un collaborateur sortant;
- un chauffeur sortant.

§ 2. Les modalités de constitution de l'inventaire patrimonial électronique, de déclassement et de remise-reprise à établir entre les cabinets ministériels en cours de la législature, en cas de remaniement ministériel ou en fin de législature sont fixées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 du présent arrêté.

§ 3. Les Services du Gouvernement de la Communauté française sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les cabinets ministériels.

#### Section 10. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

**Art. 28.** Le régime juridique des membres du personnel visés au présent arrêté est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agents nommés à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

**Art. 29.** La circulaire visée à l'art.1<sup>er</sup>, § 3 fixe les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement de la Communauté française qui sont applicables aux membres du personnel des cabinets ministériels du Gouvernement.

*Section 11. — Divers*

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Pour tout achat supérieur à 16.000 € (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

§ 2. L'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis avant toute souscription d'un crédit-bail avec levée d'option d'achat.

*Section 12. — Contrôle*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Préalablement à la finalisation de tous recrutements et détachements ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les cabinets envoient une copie des projets d'arrêtés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC), chargé de vérifier, endéans les 3 jours ouvrables, la conformité du libellé conformément aux dispositions du présent arrêté et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les articles de base dédiés aux traitements et indemnités du cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les cabinets concernés envoient, par la suite, deux copies conformes de chaque arrêté au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC). Le SePAC sollicite le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels, celui-ci vise et estampille les arrêtés et les retourne au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, peut procéder à la liquidation des rémunérations.

*Section 13. — Dispositions finales*

**Art. 32.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juillet 2014.

**Art. 34.** Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 25 juillet 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,  
Mme I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29526]

**25 JULI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juli 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 juli 2014;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de werking van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap zonder verwijl dient te worden gewaarborgd;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

*Afdeling 1. — Bevoegdheden*

**Artikel 1.** § 1. De bevoegdheden van de Kabinetten van de Ministers worden vastgesteld als volgt : de aangelegenheden die een invloed kunnen hebben op het algemeen beleid van de Regering of op de parlementaire werkzaamheden; de opzoekingen en studies die het persoonlijk werk van de Ministers vergemakkelijken; de voorlegging van de dossiers van de administratie; eventueel het secretariaat van de minister, het ontvangen en openen van de persoonlijke brieven, zijn bijzondere briefwisseling; de verzoeken tot audiëntie; het persoverzicht.

§ 2. Het ministerieel Kabinet pleegt ononderbroken overleg met de verantwoordelijken van de administratie, van de paracommunautaire instellingen en andere openbare instellingen, over de voorbereiding en de uitvoering van het beleid.

§ 3. Een omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt en harmoniseert de toe te passen richtlijnen, inzonderheid inzake beheer en werking van de ministeriële kabinetten.

§ 4. Een huishoudelijk reglement van toepassing op alle medewerkers van het ministerieel Kabinet bepaalt de werkingsregels.

*Afdeling 2. — Samenwerking met de Regering van het Waalse Gewest*

**Art. 2.** § 1. Met het oog op het optimaal beheer van de tot hun beschikking gestelde human resources, bepalen de ministers die gelijktijdig in de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest zitting houden, de organisatie en de werkplek van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op de vermindering van de werkingskosten en op schaalvergroting, bepalen ze ook de voorwaarden voor de aanwending en verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken.

§ 3. De begrotingslast van de logistieke middelen voortvloeiend uit de uitoefening van het ambt van een personeelslid wordt aangerekend op de kredieten voor de bestaansmiddelen van het kabinet dat belast wordt met de bezoldiging van dat personeelslid.

*Afdeling 3. — Globaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen en samenstelling*

**Art. 3.** § 1. Het globale maximumbedrag van de bestaansmiddelen in verband met de bezoldiging van het personeel en andere kosten in verband met de investeringen van het kabinet en het secretariaat van de Regering bedoeld in artikel 6 wordt op 58.140 € per jaar (indicie 1,6084) per VE vastgesteld.

Voor een Minister is de vermenigvuldigende personeelssterkte 41 VE, voor een Vice-President 55 VE en voor een Minister-President 68 VE.

De vermenigvuldigende personeelssterkte bedoeld in het tweede lid wordt automatisch met 5 VE verminderd als het Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tevens lid is van de Regering van het Waalse Gewest of van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Voor het secretariaat van de Regering bedoeld in artikel 6, is de vermenigvuldigende personeelssterkte die als referentie dient 4 VE.

§ 2. Onder de personeelsleden kan het kabinet van een Minister de volgende personen tellen :

- personeelsleden van niveau 1;
- medewerkers.

Onder de personeelsleden van niveau 1, kan het kabinet van een Minister een kabinetschef, en de kabinetten van de Vice-Presidenten en de Minister-President, twee kabinetschefs tellen.

De ambten van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

De ambten van bijzonder secretaris en gedecentraliseerd thesaurier worden door de medewerkers of personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

Het kabinet van een Minister kan hoogstens 5 chauffeurs tellen en de kabinetten van de Vice-Presidenten en de Minister-President kunnen hoogstens 6 chauffeurs tellen.

§ 3. Elke Minister kan een of meer VE van zijn Kabinet overhevelen naar het Kabinet van een andere Minister, met de daaraan verbonden begrotingsmiddelen. Een afschrift van het overhevelingsbesluit wordt meegedeeld aan de Minister-President en aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) bedoeld in artikel 6 van dit besluit.

§ 4. Een personeelslid van het kabinet kan worden tewerkgesteld op de persoonlijke woonplaats van de Minister.

**Art. 4.** Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet, kunnen de volgende personen aanwezig zijn :

1° deskundigen, in verhouding tot hoogstens 1 voltijds equivalent/jaar, verdeeld over één of meer deskundigen. Dat aantal wordt op 1,5 voltijds equivalent/jaar, voor de vice-presidenten, en op 2 voltijdse equivalenten/jaar, voor de Minister-President, gebracht;

2° schoonmaakpersoneel, in verhouding tot 1 personeelslid voor 10 lokalen, wanneer het onderhoud van alle lokalen van het kabinet niet aan een privé-firma wordt toegekend;

3° studenten, in verhouding tot hoogstens 1 voltijds equivalent/jaar, op grond van de toepasselijke regeling.

De bezoldiging van de studenten wordt vastgesteld :

- op 13.257,38 € voor de houders van het getuigschrift van het lager secundair onderwijs of een gelijkgesteld diploma, bij hun indiensttreding;
- op 13.668,39 € voor de houders van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkgesteld diploma, bij hun indiensttreding.

Het aantal studenten die een bezoldigingsbedrag van 13.668,39 € kunnen genieten, wordt beperkt tot hoogstens 50 % van het totaal aantal studenten die kunnen worden aangeworven.

**Art. 5.** Bij afwezigheid van meer dan dertig dagen om medische redenen van een personeelslid van het kabinet, kan de betrokken Minister in zijn vervanging voorzien voor de duur van zijn afwezigheid.

**Art. 6.** § 1. De secretaris van de Regering wordt door de Regering in de rang van kabinetschef benoemd, indien het ambt niet door één van de kabinetschefs van de Minister-President wordt uitgeoefend.

§ 2. Bij de uitoefening van zijn opdrachten wordt hij bijgestaan door 4 personeelsleden die door de Minister-President worden aangewezen, onder wie :

- 2 leden van niveau 1;
- 2 medewerkers.

§ 3. Een akkoordprotocol bepaalt de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de dienst van de Secretaris van de Regering van het Waalse Gewest.

**Art. 7.** § 1. De opdrachten die alle secretariaten van de kabinetten van de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gemeen zijn, worden naar elkaar gericht en toevertrouwd aan een specifieke cel, "Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten" (SePAC) genoemd.

Die opdrachten worden nader bepaald in de omzendbrief bedoeld in artikel 1, § 3.

Zij is in Namen gelegen en is onafhankelijk van de ministeriële kabinetten en wordt onder het functionele gezag van de Minister-President van de Franse Gemeenschap geplaatst.

§ 2. Het SePAC is samengesteld uit 19 personeelsleden, onder wie 13 leden in het Waalse Gewest en 6 leden in de Franse Gemeenschap.

§ 3.1. De leden van het SePAC in het Waalse Gewest worden door de Waalse Regering benoemd op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering en verdeeld als volgt :

- 1 Directeur;
- 4 leden van niveau 1;
- 8 medewerkers;

§ 3.2. De leden van het SePAC in de Franse Gemeenschap worden door de Regering van de Franse Gemeenschap benoemd op de voordracht van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap en verdeeld als volgt :

- 3 leden van niveau 1;
- 3 medewerkers;

§ 3.3. Binnen de perken van de begrotingskredieten die aan het SePAC worden toegekend, kunnen de Minister-President van de Waalse Regering en de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap, buiten de toegelaten personeelsformatie, ieder wat hem betreft, hoogstens 0,5 voltijds equivalent/jaar aanwijzen, verdeeld over één of meer deskundigen voor eenmalige of specifieke opdrachten.

Een ontvanger-thesaurier en een gedecentraliseerd thesaurier worden uit het personeel bedoeld in dit artikel aangewezen. De toelagen en vergoedingen die ze genieten, zijn dezelfde als deze die worden toegekend aan de personeelsleden van de kabinetten die gelijkaardige ambten uitoefenen.

§ 4. Een akkoordprotocol bepaalt de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie van de specifieke cel, "Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten" (SePAC) genoemd.

**Art. 8.** Er mag niet van de artikelen 3, 4, 6 en 7 worden afgeweken, behoudens toelating van de Regering.

#### *Afdeling 4. — Benoemingen en werking*

**Art. 9.** De Kabinetschef wordt benoemd en ontslagen door de Regering. De andere personeelsleden van het Kabinet worden door de betrokken Minister benoemd en ontslagen.

De kabinetschef kan bij besluit van de Regering ertoe worden toegelaten de eretitel van zijn ambt te voeren, op voorwaarde dat dit werd uitgeoefend gedurende minstens twee jaar.

Voor de berekening van die duur van twee jaar, kan de Regering rekening houden met de duur van de prestaties die de kabinetschef heeft verricht bij een Regering van een andere overheidsmacht, op voorwaarde dat er geen onderbreking van de continuïteit is gebeurd.

**Art. 10.** De Kabinetschef deelt de onderrichtingen, dienstorders en dossiers mee betreffende de Diensten van de Regering, waarvoor de Minister bevoegd is.

Met uitzondering van de Kabinetssecretaris of van de gedelegeerd ordonnateur voor de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, kunnen de personeelsleden van het Kabinet enkel handelen met de Diensten van de Regering via de Kabinetschef of met zijn toestemming.

#### *Afdeling 5. — Toelagen en vergoedingen*

**Art. 11.** Er wordt aan de personeelsleden van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de Diensten van de Regering, of meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, een jaarlijkse Kabinetstoelage toegekend die als wedde geldt.

De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage wordt vastgesteld als volgt :

- voor de kabinetschefs, een bedrag tussen 46.910,59 € en 66.115,99 €;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen 21.112,38 € en 56.517,16 €;
- voor de medewerkers, een bedrag tussen 13.257,38 € en 39.981,53 €;
- voor de deskundigen, een bedrag tussen 13.257,38 € en 66.115,99 €;
- voor het schoonmaakpersoneel, een bedrag tussen 13.257,38 € en 20.235,54 €.

**Art. 12.** § 1. Er wordt aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering, of, meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, die in kabinetten gedetacheerd zijn, een jaarlijkse kabinetstoelage toegekend.

De jaarlijkse kabinetstoelage wordt vastgesteld als volgt :



- voor de Kabinetschefs, een bedrag van 8.507,09 euro;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen 3.402,84 euro en 6.465,39 euro;
- voor de medewerkers, een bedrag tussen 2.381,99 euro en 4.423,69 euro.
- voor het schoonmaakpersoneel, een bedrag van 2.381,99 €.

§ 2. De bezoldiging alsook de maaltijdcheques van de ambtenaren en de gesubsidieerde contractuelen die van de Diensten van de Regering gedetacheerd zijn, blijven ten laste van deze.

**Art. 13.** Bij een met redenen omklede beslissing, mits de toestemming van de Minister-President, binnen de aan de kabinetten toegekende begrotingskredieten, kan de minister de als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelagen en de jaarlijkse kabinetstoelagen bedoeld in de artikelen 11 en 12 verhogen.

De Vice-Presidenten zullen op de hoogte worden gebracht van de toegekende afwijkingen.

**Art. 14.** Als personeelslid van niveau 1 in de zin van dit besluit kunnen worden beschouwd :

- de houders van een diploma van het hoger onderwijs verkregen op het einde van een tweede studiecycclus;
- de personen die een ervaring hebben die als gelijkwaardig wordt beschouwd om het ambt uit te oefenen in verband met de kwaliteit van personeelslid van niveau 1 binnen het Kabinet.

**Art. 15.** Er worden aan de medewerkers die als chauffeur werken de volgende toelagen en vergoedingen toegekend :

1° een vaste maandtoelage van 272,22 euro;

De maandelijkse forfaitaire toelage wordt vastgesteld op 476,38 € voor de persoonlijke chauffeur van de minister, waarbij het bijkomend bedrag van 204,16 € de buitengewone vermeerdering van de prestaties waartoe de reizen van de Minister leiden, dekt.

De maandelijkse forfaitaire toelage wordt op 374,30 € gebracht voor de chauffeur van de kabinetschef, dit is een bijkomend bedrag van 102,08 €.

Naargelang van de verrichte prestaties, wijzigt de minister, eventueel, de toekenning van die bijkomende bedragen en verricht de verdeling over verschillende chauffeurs van het kabinet.

2° een vaste jaarlijkse vergoeding ten bedrage van 2.478,20 euro per jaar;

3° een vaste maandvergoeding voor verzorgde kleding ten bedrage van 49,58 euro.

De jaarlijkse kabinetstoelage bedoeld in artikel 12 en de jaarlijkse vaste vergoeding wegens verblijfskosten bedoeld in artikel 18 van dit besluit zijn niet op hen van toepassing.

**Art. 16.** Er wordt aan het personeelslid dat aangesteld is voor het onthaal in het kabinet een vaste maandtoelage voor verzorgde kleding ten bedrage van 49,58 euro toegekend.

**Art. 17.** De personeelsleden van het kabinet genieten de gezinsbijslag, de geboortetoelage, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage, maaltijdcheques en elke andere toelage en vergoeding volgens de cijfers en voorwaarden bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

**Art. 18.** § 1. Er kan een jaarlijkse vaste vergoeding wegens verblijfskosten worden toegekend aan de personeelsleden van de kabinetten, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt, naargelang van het ambt dat in het kabinet wordt uitgeoefend als :

- kabinetschef en adjunct-kabinetschef : 1.812,45 €;
- adviseur en kabinetssecretaris : 1.585,98 €;
- attaché, bijzondere secretaris en thesaurier : 1.359,48 €;
- medewerkers : 906,33 €.

De vergoeding is voor elke maand op vervallen termijn verschuldigd en kan worden berekend in verhouding tot de deeltijdse prestaties.

De vergoeding wordt behouden gedurende de afwezigheden die niet langer zijn dan 30 kalenderdagen.

§ 2. De personeelsleden van het kabinet waarvan de woonplaats en de administratieve standplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet gelegen zijn, kunnen een abonnement op een gemeenschappelijk vervoermiddel genieten.

De duur van het abonnement wordt tot één maand beperkt en moet van maand tot maand worden verlengd.

De klasse van het abonnement wordt bepaald door het ambt dat het personeelslid binnen het kabinet uitoefent.

Voor de personeelsleden van het kabinet die deel uitmaken van de Diensten van de Regering, of, meer in het algemeen, van elk overheidsbestuur, kan die maatregel niet als gevolg hebben die in een abonnementsklasse te rangschikken die lager is dan deze die ze in hun oorspronkelijk bestuur genoten.

§ 3. Bij wijze van afwijking, kan een financiële tegenwaarde worden toegekend, mits een bijzondere toelating, uitgereikt door de betrokken Minister en houdende vermelding van de redenen van de afwijking.

#### *Afdeling 6. — Diverse kosten, gebruik van de wagen*

**Art. 19.** § 1. De Kabinetschef wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig voor zijn dienstreizen te gebruiken in de voorwaarden bepaald voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Minister het kilometercontingent vast dat individueel jaarlijks kan worden toegekend aan de andere personeelsleden van zijn kabinet die hun eigen motorvoertuig mogen gebruiken voor de dienstbehoeften onder de voorwaarden bepaald voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering. Dat contingent kan echter niet hoger zijn dan 12.000 km per jaar voor elke begunstigde.

§ 3. De nadere regels voor de aanschaffing en het gebruik van de voertuigen van het kabinet worden geregeld door de omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

**Art. 20.** § 1. De telefoon-, telekopie- en internetkosten van de Minister worden in de begroting van het Kabinet opgenomen, op grond van verantwoordingsstukken.

§ 2. De kosten voor abonnement op het netwerk voor vaste en mobiele telefonie, telekopie en Internet alsmede de communicatiekosten van de personeelsleden van het kabinet kunnen door het kabinet worden betaald.

§ 3. De nadere regels voor de tegemoetkoming in die kosten worden geregeld door de omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1 § 3 van dit besluit.

#### *Afdeling 7. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen*

**Art. 21.** De vergoedingen en toelagen bepaald in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 18 worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De vergoeding of toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet in haar geheel is verschuldigd, wordt ze in dertigsten uitbetaald overeenkomstig de regels bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

**Art. 22.** De toelagen en vergoedingen bepaald in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 18 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Daartoe worden ze verbonden aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 23.** § 1. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het Kabinet die behoren tot het federale administratieve openbaar ambt, een dienst van de Staat, een andere overheidsdienst, een autonoom overheidsbedrijf, een instelling van openbaar nut, een instelling, een dienst of een administratie die ressorteert onder de Gemeenschappen of de Gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie, of tot een inrichting voor gesubsidieerd onderwijs, wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever aanvaardt de bezoldiging verder te blijven uitbetalen, ontvangt de betrokkene de - eventueel verhoogde - jaarlijkse Kabinetstoelage bepaald in artikel 12, of, voor de medewerkers die het ambt van chauffeur uitoefenen, de vaste maandtoelage bedoeld in artikel 15; wanneer de werkgever de wedde eist, betaalt de betrokken Minister aan de dienst waarvan hij afkomstig is de bezoldiging van het personeelslid van de Kabinetten, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die op dat personeelslid toepasselijk zijn in zijn oorspronkelijke instelling, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeverslasten;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, ontvangt de betrokkene de als wedde geldende jaarlijkse Kabinetstoelage bedoeld in artikel 11 alsook, voor de medewerkers die als chauffeur werken, de vaste maandtoelage bedoeld in artikel 15.

Die toelage kan echter niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging, in de brede betekenis van het woord, vermeerderd met de - eventueel verhoogde - Kabinetstoelage, die de betrokkene zou verkrijgen ingeval de onder 1° vermelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. Het aantal personeelsleden van een kabinet wier wedde ten laste blijft van een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die behoren tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of het Waalse Gewest, wordt beperkt tot 3 voor een Minister, 4 voor een Vice-President en 5 voor een Minister-President.

#### *Afdeling 8. — Einde van het ambt*

**Art. 24.** § 1. De Minister kan, volgens de hierna bepaalde voorwaarden, een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een Kabinet hebben bekleed en die geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen ontvangen. Een overlevingspensioen of het leefloon dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, wordt niet als vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. 1. Die vaste toelage wordt toegekend ten belope van :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2. 2. Voor de bepaling van de ononderbroken activiteitsperiode bedoeld in § 2.1 van dit artikel, komt in aanmerking, de tijd doorgebracht in een ander ministerieel Kabinet dan het Kabinet waaronder het personeelslid ressorteert, voor zover er geen activiteitsonderbreking plaatsvond tussen het begin en het einde van de ambtsuitoefening binnen een ministerieel Kabinet.

§ 2. 3. De oorspronkelijke ordonnateur of zijn afgevaardigde wordt ertoe gehouden, zonder verwijl, alle gegevens aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) mee te delen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de vaste vertrektoelage voor elke begunstigde.

§ 3. In afwijking van § 1, kan de Minister een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een Kabinet hebben uitgeoefend waarvan de enige inkomsten bestaan :

a) in de bezoldiging verbonden aan de uitoefening, sedert ten minste drie maanden vóór het einde van de ambtsuitoefening op het Kabinet, van een mandaat als burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

b) in de bezoldiging verbonden aan de uitsluitende uitoefening van één of meer deelambten in de privé-sector of in een dienst die onder de wetgevende macht ressorteert, in een overheidsdienst of in een inrichting voor gesubsidieerd onderwijs;

c) uit één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist, die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen;

d) uit werkloosheidsuitkeringen of wettelijke vergoedingen voor ziekte of invaliditeit of voor moederschaprust.

De vertrektoelage wordt dan overeenkomstig § 2.1 vastgesteld en wordt, na weging, verminderd met de inkomsten die aan de betrokkene verschuldigd zijn zoals bepaald sub b), c), of d) voor de overeenstemmende periode.

§ 4. De vertrektoelage wordt per maand uitbetaald. Om de vertrektoelage te bekomen, dient de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord af te leggen, waaruit blijkt dat hij voor de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij voldoet aan één van de in § 3 bedoelde voorwaarden.

§ 5. Het bruto maandbedrag van de vaste vertrektoelage is het geïndexeerd bruto maandbedrag van de jaarlijkse Kabinetstoelage die als wedde geldt, bedoeld in artikel 11, betreffende de laatste activiteitswedde die de betrokken persoon heeft uitgeoefend gedurende ten minste drie maanden, gewogen op grond van de regeling voor de prestaties, met inbegrip, in voorkomend geval, van het bedrag van de vermeerdering die eventueel zou zijn toegepast, de vaste maandtoelage bedoeld in artikel 15, of van de haard- of standplaatstoelage.

§ 6. Geen vertrektoelage is verschuldigd voor de personen die hun ambt vrijwillig neerleggen of die wegens dringende redenen ontslagen worden.

**Art. 25.** § 1. Op het einde van hun aanstelling, genieten de personeelsleden van het Kabinet die gedetacheerd zijn van de Diensten van de Regering of in het algemeen van elke overheidsdienst, die het Kabinet verlaten, een verlof voor het einde van het Kabinet dat wordt vastgesteld ten belope van één werkdag per maand detachering, gewijzigd in verhouding tot een deeltijdse prestatie, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen, toe te kennen door de functionele overheid waaronder deze ressorteren door toedoen van de Minister die hun ontslag uit hun ambt heeft toegekend.

§ 2. Indien zij, als gevolg van de behoeften van de dienst, niet het geheel of een deel van hun jaarlijks vakantieverlof hebben kunnen nemen vóór de definitieve ambtsneerlegging, wordt aan de personeelsleden een compenserende toelage toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste wedde in verband met de niet genomen verlofdagen. Die toelage wordt niet toegekend aan de leden van het Kabinet die een vaste vertrektoelage genieten.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de wedde die in aanmerking te nemen is, het bruto geïndexeerd maandbedrag van de jaarlijkse kabinetstoelage die als wedde geldt, bedoeld in artikel 11, gewogen op grond van de regeling voor de prestaties, met inbegrip, in voorkomend geval, van het bedrag van de vermeerdering die eventueel zou zijn toegepast, de vaste maandtoelage bedoeld in artikel 15, of van de haard- of standplaatstoelage.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de Kabinetten verlaten, worden overgezonden naar het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) bedoeld in artikel 7 van dit besluit. Onder individueel dossier wordt verstaan, elk document betreffende de akten genomen bij toepassing van het administratief en geldelijk beheer van het personeelslid van het kabinet.

#### *Afdeling 9. — Einde van het Kabinet.*

**Art. 26.** § 1. Bij het Kabinet van de Minister-President wordt een cel opgericht die samengesteld is uit de medewerkers die ter beschikking van de uittredende leden van de Regering worden gesteld en die geen ministerieel ambt meer uitoefenen. Twee personeelsleden, onder wie één hoogstens het ambt van adviseur uitoefent, en één medewerker, kunnen worden aangewezen door een uittredend lid van de Regering, voor een periode die ingaat op de datum van diens ontslag, berekend in verhouding tot de duur van het ministerieel mandaat dat door de betrokkene wordt uitgeoefend, waarbij ze niet korter dan één jaar en langer dan vijf jaar kan zijn. Voor de bepaling van de periode komt het ononderbroken uitoefenen van ministeriële mandaten binnen één of meer Regeringen in aanmerking.

§ 2. De verdeling van de ambten bepaald in § 1 kan alleen worden gewijzigd met de instemming van de Minister-President, waarbij het maximaantal, berekend in voltijdse equivalenten, en het niveau van de personeelsleden niet kunnen worden overschreden.

De Vice-Presidenten worden op de hoogte gebracht van de toegekende afwijkingen.

§ 3. Als het uittredend lid van de Regering ook lid is van de Waalse Regering of van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, kan het maximaantal medewerkers die haar ter beschikking worden gesteld niet hoger zijn dan het aantal bedoeld in het eerste lid.

**Art. 27.** § 1. Naar aanleiding van een verandering van legislatuur of van de vervanging van één of meer Minister(s), met het oog op een harmonieuze machtsoverdracht, kan een cel samengesteld als volgt blijven werken in elk van de ministeriële Kabinetten totdat de inventaris wordt opgemaakt en de rekeningen worden afgelegd :

- de uittredende Kabinetssecretaris;
- de uittredende afgevaardigde ordonnateur;
- de uittredende gedecentraliseerde thesaurier;
- de uittredende informatica-correspondent;
- een uittredende medewerker;
- een uittredende chauffeur.

§ 2. De nadere regels voor het opmaken van de elektronische vermogensinventaris, de declassering en de terugname-teruggave, te bepalen onder de ministeriële Kabinetten gedurende de legislatuur, bij de vervanging van één of meer Minister(s) of op het einde van de legislatuur, worden vastgesteld via een omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 3 van dit besluit.

§ 3. De Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden belast met het opstellen, als technisch adviseur, van de plaatsbeschrijving, en met de controle op de werken die uitgevoerd moeten worden in de lokalen bezet door de ministeriële Kabinetten.

*Afdeling 10. — Rechtspositie en andere statutaire bepalingen*

**Art. 28.** De rechtspositie van de personeelsleden bedoeld in dit besluit is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn echter onderworpen aan de regeling inzake sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat, als ze niet de hoedanigheid van ambtenaar hebben.

**Art. 29.** De in artikel 1, § 3, bedoelde omzendbrief stelt de verordeningsbepalingen vast inzake verlof en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die toepasselijk zijn op de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten van de Regering,

*Afdeling 11. — Diversen*

**Art. 30.** § 1. Voor elke aankoop die hoger is dan 16.000 € (buiten btw), is het advies van de Inspecteur van Financiën die bij de Minister-President geaccrediteerd is, vereist.

§ 2. Het advies van de Inspecteur van Financiën die bij de Minister-President geaccrediteerd is, is vereist vóór elke inschrijving op een leasing, met lichte van de koopoptie.

*Afdeling 12. — Toezicht*

**Art. 31.** § 1. Vóór de finalisering van alle wervingen en detacheringen of vóór alle latere administratieve of geldelijke wijzigingen, zenden de kabinetten een afschrift van de ontwerpen van besluiten aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC), dat ermee belast wordt, binnen de drie werkdagen, de overeenstemming van de tekst met de bepalingen van dit besluit na te kijken en zich ervan te vergewissen dat de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn op de basisallocaties die voor de wedden en vergoedingen van het kabinet bestemd zijn, voldoende zijn om de tenlasteneming van de uitgaven in verband daarmee mogelijk te maken.

§ 2. De betrokken kabinetten zenden vervolgens twee voor eensluidend verklaarde afschriften van elk besluit aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC), dat het visum zal aanvragen van de secretaris van de Regering belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten. Deze zal de besluiten viseren en afstempelen en zal die naar het SePAC terugzenden, dat, pas na ontvangst van de geveerde besluiten, de bezoldigingen door de administratie zal kunnen laten uitbetalen.

*Afdeling 13. — Slotbepalingen*

**Art. 32.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd; wordt opgeheven.

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking op 22 juli 2014.

**Art. 34.** De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 25 juli 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2014/00602]

#### Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 29 juni 2014 wordt de heer Pieter Beelen benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A2 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 april 2014.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2014/00602]

#### Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 29 juin 2014, M. Pieter Beelen est nommé en qualité d'agent de l'état dans la classe A2 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014.